

SOCIETE : REDAL S.A.

PIECE N°2
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
ET FINANCIERES
(C.C.A.F)

PRESTATION

SOMMAIRE

A. DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS.....	4
ARTICLE 1- DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 - INTERPRETATION	5
ARTICLE 3 - SINGULIER ET PLURIEL.....	6
ARTICLE 4 - NOTIFICATION, ACCORDS, APPROBATIONS, CERTIFICATS ET DECISIONS.	6
ARTICLE 5 - INSTRUCTIONS A DONNER PAR ECRIT	6
ARTICLE 6 - TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES.....	6
ARTICLE 7- DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 8 - CESSION DU MARCHÉ EN MARCHÉ OU ASSOCIATION SOUS- TRAITANTES ET SOUS -COMMANDES	9
C. DOCUMENTS CONTRACTUELS	10
ARTICLE 9 - LANGUE ET DROIT APPLICABLE	10
ARTICLE 10 - ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS	10
ARTICLE 11 - NANTISSEMENT	10
ARTICLE 12 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	11
ARTICLE 13 - ELECTION DE DOMICILE	11
ARTICLE 14 - GARDE ET FOURNITURE DES PLANS ET DOCUMENTS.....	11
ARTICLE 15 - INTERRUPTION DES PRESTATIONS	11
D. OBLIGATIONS GENERALES.....	12
ARTICLE 16 - OBLIGATIONS GENERALES DE LE PRESTATAIRE.....	12
ARTICLE 17 – CAUTIONNEMENT DEFINITIF	12
ARTICLE 18 - PERIODE DE VALIDITE DE LA RETENUE DE GARANTIE	12
ARTICLE 19 - COUTS DES CAUTIONS	12
ARTICLE 20 - INSPECTION DES LIEUX	12
ARTICLE 21 - ACCES AUX DONNEES	13
ARTICLE 22 - ADEQUATION DE LA SOUMISSION.....	13
ARTICLE 23 - OBSTACLES OU CONDITIONS PHYSIQUES ADVERSES	13
ARTICLE 24 - EXECUTION CONFORME AU MARCHÉ	13
ARTICLE 25- LIAISON ENTRE LA SOCIETE REDAL ET LE PRESTATAIRE.....	13
ARTICLE 26 - PROGRAMME D'EXECUTION.....	13
ARTICLE 27 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	13
ARTICLE 28- DIRECTION DES TRAVAUX PAR LE PRESTATAIRE	14
ARTICLE 29 - PERSONNEL DE LE PRESTATAIRE	14
ARTICLE 30 - DROIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE DE PRESENTER DES OBJECTIONS	14
ARTICLE 31- EMPLOI DE PERSONNEL D'ORIGINE LOCALE	15
ARTICLE 32 - SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	15
ARTICLE 33 - CANTONNEMENTS	15
ARTICLE 34 - OBLIGATIONS DU MAITRE DE L'OUVRAGE.....	15
ARTICLE 35 – ASSURANCES ACCIDENTS DU TRAVAIL	15
ARTICLE 36 – ASSURANCES RESPONSABILITES CIVILES	15
ARTICLE 37- PRESENTATION DES POLICES.....	16
ARTICLE 38- RECOURS EN CAS DE CARENCE	16
ARTICLE 39- ADEQUATION DES ASSURANCES.....	16
ARTICLE 40 - BREVETS	16
ARTICLE 41 - REDEVANCES	17
ARTICLE 42 - ENTRAVES A LA CIRCULATION ET GENE AUX PROPRIETES RIVERAINES.	17
ARTICLE 43 - EVITER D'ENDOMMAGER LES ROUTES.....	17
ARTICLE 44 - FACILITES ACCORDEES AUX AUTRES PRESTATAIRES.....	17
ARTICLE 45 - OBLIGATION POUR LE PRESTATAIRE DE NE PAS ENCOMBRER LE SITE.	18
E. MAIN-D'OEUVRE.....	19
ARTICLE 46 - EMBAUCHE DE LA MAIN D'OEUVRE	19
ARTICLE 47 - ETATS RELATIFS A LA MAIN-D'OEUVRE ET A L'EQUIPEMENT DU PRESTATAIRE.	19
CCAF PRESTATIONS	1

F. MATERIEL ET EXECUTION DU TRAVAIL	20
ARTICLE 48 - QUALITE DU MATERIEL ET EXECUTION DU TRAVAIL	20
ARTICLE 49 - STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES DANGEREUSES	20
ARTICLE 50 - ALIMENTATION EN ELECTRICITE ET EN EAU	20
ARTICLE 51 - ENLEVEMENTS DU MATERIEL DEFECTUEUX.	20
ARTICLE 52 - INOBSERVATION D'UNE INSTRUCTION PAR LE PRESTATAIRE	20
G. DEMARRAGE DES TRAVAUX ET RETARDS.....	21
ARTICLE 53 - DEMARRAGE DES TRAVAUX.....	21
ARTICLE 54 - LIMITATION DES HEURES DE TRAVAIL	21
ARTICLE 55 - PENALITE DE RETARD	21
ARTICLE 56- CAS DE FORCE MAJEURE.....	21
H. MODIFICATIONS, ADDITIONS ET SUPPRESSIONS	22
ARTICLE 57 - MODIFICATIONS DANS LA FOURNITURE	22
I. PROCEDURE RELATIVE AUX RECLAMATIONS	23
ARTICLE 58 - NOTIFICATION DES RECLAMATIONS.....	23
ARTICLE 59 - DOCUMENTS CONTEMPORAINS	23
ARTICLE 60 - JUSTIFICATIONS DES RECLAMATIONS	23
ARTICLE 61 - MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS.....	23
ARTICLE 62 - PAIEMENT DES RECLAMATIONS.....	24
J. ARRETE DES TRAVAUX	25
ARTICLE 63 - QUANTITES	25
ARTICLE 64 - ATTACHEMENTS	25
K. PAIEMENTS	26
ARTICLE 65 - DECOMPTES MENSUELS.....	26
ARTICLE 66 - ACOMPTES MENSUELS.....	26
ARTICLE 67 - LIEU DE PAIEMENT	26
ARTICLE 68 - DELAI DE REGLEMENT	26
ARTICLE 69 : INTERETS MORATOIRES.....	26
L. RECOURS	27
ARTICLE 70 - REFUS DU MATERIEL OU DE LA QUALITE DE LA PRESTATION - RESILIATION DU MARCHE	27
ARTICLE 71 - DEFAILLANCE DU PRESTATAIRE	27
ARTICLE 72 - EVALUATION A LA DATE DE LA RESILIATION	29
ARTICLE 73 - TRANSFERT DES AVANTAGES DE TOUT ACCORD	29
ARTICLE 74 - REPARATIONS URGENTES.....	29
M. RISQUES SPECIAUX.....	30
ARTICLE 75 - ENLEVEMENT DE L'EQUIPEMENT DU PRESTATAIRE A LA FIN DU MARCHE.....	30
ARTICLE 76- PAIEMENT EN CAS DE RESILIATION DU MARCHE	30
N. REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	31
ARTICLE 77 - REGLEMENT A L'AMIABLE.....	31
ARTICLE 78 - ARBITRAGE	31
ARTICLE 79 – REGLEMENT DES CONTESTATIONS.....	31
O. NOTIFICATIONS.....	32
ARTICLE 80 - NOTIFICATION AU PRESTATAIRE	32
ARTICLE 81 - NOTIFICATION AU MAITRE DE L'OUVRAGE.....	32
ARTICLE 82 - CHANGEMENT D'ADRESSE.....	32
P. VARIATION DES COUTS.....	33
ARTICLE 83 – REVISION DES PRIX.....	33
CCAF PRESTATIONS	2

ARTICLE 84 - FORMULES DE REVISION DES PRIX	33
ARTICLE 85 - ORIGINE DES INDICES	33
Q. DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES.....	34
ARTICLE 86 - IMPOSITION LOCALE	34
ARTICLE 87 - IMPOTS SUR LES REVENUS DU PERSONNEL.....	34
ARTICLE 88 - RESILIATION DU MARCHE AU GRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE.	34
ARTICLE 89 - RESPONSABILITE SOLIDAIRE	34
ARTICLE 90 - ELEMENTS CONFIDENTIELS	34
ARTICLE 91 - VALIDITE DU MARCHE	35

A. DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS

Article 1- DEFINITIONS

Dans le Marché (tel qu'il est défini ci-après), et sous réserve des exigences du contexte, les termes et expressions suivants doivent être entendus comme suit :

1) "Le Maître de l'Ouvrage " est la Société REDAL S.A. qui peut désigner éventuellement un représentant dûment accrédité et qui sera chargé de :

- la vérification de l'implantation principale sur le terrain des ouvrages.
- le contrôle permanent de l'exécution des travaux proprement dites, en conformité avec les plans visés comportant, si nécessaire, des modifications éventuelles apportées par le Maître de l'Ouvrage au projet de base.
- la préparation des métiers contradictoires, de l'établissement des attachements, des décomptes mensuels provisoires et du décompte définitif.
- la rédaction et de la notification des ordres de service et de toutes décisions écrites au prestataire, nécessaires à la bonne exécution des travaux et à leur contrôle.
- les visites préalables aux réceptions provisoires et définitives des travaux et du suivi et du contrôle des programmes d'essais entrant dans le cadre des procédures de réception.

2) "Le prestataire" ou également l'entreprise est la société ou le groupement de sociétés titulaire du marché.

3) "sous-traitant" signifie toute personne désignée dans le Marché en qualité de sous-traitant pour une partie des prestations ou toute personne à qui une partie des prestations a été confiée en sous-traitance avec l'accord de la SOCIÉTÉ REDAL et ses ayant droits, exception faite de tout cessionnaire de ladite personne.

4) "Marché" signifie les présentes clauses, les Spécifications, les Plans, le Devis Estimatif, l'acte d'engagement, la Lettre d'Acceptation, et tous les autres documents qui peuvent être expressément inclus ou joints à la Lettre d'Acceptation.

5) "Spécifications" signifie les spécifications des prestations comprises dans le Marché et toutes modifications ou additions qui y seront apportées ou qui seront soumises par le prestataire et approuvées par la SOCIÉTÉ REDAL.

6) "Plans" signifie tous les plans, calculs et informations techniques de nature similaire fournis par la SOCIÉTÉ REDAL au prestataire dans le cadre du marché et tous les plans, calculs, échantillons, maquette, modèles, manuel de fonctionnement et d'entretien et toutes autres informations techniques de nature similaire soumises par le prestataire et approuvées par la SOCIÉTÉ REDAL.

7) "Détail Estimatif" signifie le document qui contient une décomposition par poste des prestations à exécuter et indique, pour chaque poste, la quantité présumée et le prix unitaire

correspondant du bordereau des prix ; le détail estimatif et le bordereau des prix peuvent constituer un document unique.

- 8) "**Soumission**" signifie l'offre chiffrée soumise par le prestataire au Maître de l'Ouvrage en vue de l'exécution complète des prestations et de la réparation de tous vices y afférents, conformément aux dispositions du Marché, telles qu'acceptées par la lettre d'Acceptation. Le terme "**Acte d'engagement**" est synonyme de "**offre**".
- 9) "**Lettre d'Acceptation**" signifie l'acceptation formelle de l'acte d'engagement par le Maître de l'Ouvrage.
- 10) "**Date de Démarrage**" signifie la date à laquelle le prestataire reçoit notification de la SOCIÉTÉ REDAL de commencer les prestations.
- 11) "**Délai d'Exécution**" signifie la période d'exécution complète des prestations.
- 12) "**Montant du Marché**" signifie la somme indiquée dans le Marché comme devant être payée au prestataire pour l'exécution complète des prestations et la réparation de tous les vices y afférents, conformément aux dispositions du Marché.
- 13) "**Retenue**" signifie la totalité des sommes retenues par le Maître de l'Ouvrage.
- 14) "**Travaux**" signifie les prestations que le prestataire est tenu de réaliser au titre du marché.
- 15) "**Matériel**" signifie les outillages, appareils et autres matériels devant servir pour l'exécution des prestations.
- 16) "**Equipement du prestataire**" signifie tous les appareils et instruments de toute nature requis pour l'exécution complète des prestations.
- 17) "**Section**" signifie une partie des prestations spécifiquement identifiés dans le Marché en tant que section.
- 18) "**Chantier**" signifie les lieux mis à la disposition du prestataire sur lesquels les travaux doivent être exécutés et tous autres lieux pouvant être spécifiquement désignés dans le Marché comme faisant partie du site d'installation
- 19) "**Coût**" signifie tous les frais expressément engagés ou à engager, soit sur le site, soit en dehors de celui-ci, y compris les frais généraux et tous autres frais qui y sont attribuables de bon droit.
- 20) "**Jour**" signifie jour du calendrier.
- 21) "**Par Ecrit**" signifie toute communication manuscrite, dactylographiée ou imprimée, y compris les fax, téléx, télégrammes et télécopies.

Article 2 - INTERPRETATION

Les mots désignant des personnes ou des parties incluront les sociétés, entreprises et toute organisation possédant un statut légal.

Article 3 - SINGULIER ET PLURIEL

Les mots comportant le singulier seulement doivent également s'entendre au pluriel et réciproquement lorsque le contexte l'exige.

Article 4 - NOTIFICATION, ACCORDS, APPROBATIONS, CERTIFICATS ET DECISIONS.

Chaque fois que le Marché fait référence à l'émission de toutes notifications, tous accords, approbations, certificats ou décisions, par une personne quelconque, sauf prescription contraire, lesdits accords, notifications, approbations, certificats ou décisions seront établis par écrit et les mots "notifier", "certifier" ou "décider" seront interprétés en conséquence. Ces accords, approbations, certificats ou décisions ne devront pas être refusés ou retardés sans raison valable.

Article 5 - INSTRUCTIONS A DONNER PAR ECRIT

Les instructions émanant de la SOCIÉTÉ REDAL seront données par écrit, étant entendu que si, pour une raison quelconque, la SOCIÉTÉ REDAL juge nécessaire de donner une telle instruction verbalement, le prestataire devra se conformer à cette instruction. Dans un délai de 7 jours, la SOCIÉTÉ REDAL ou le prestataire doit confirmer par écrit cette instruction.

Il est entendu en outre que, si le prestataire, dans un délai de 7 jours, confirme par écrit à la REDAL toute instruction verbale de ce dernier et que cette confirmation n'est pas contredite par écrit dans un délai de 07 jours par la REDAL, elle sera considérée comme une instruction émanant de la REDAL.

Article 6 - TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES

Le prestataire est soumis aux lois et règlements en vigueur au Maroc, notamment en ce qui concerne l'emploi de la main d'œuvre, les transports, la fiscalité, etc.
Toutes contradictions constatées entre le présent CCAF et le CCAG-T, est réputé une dérogation.

6.1. Le prestataire est soumis en particulier aux obligations découlant des textes ci-après :

- Annexe 13 « Règlement des marchés » du Contrat de Gestion Déléguée des Services d'Assainissement Liquide et de Distribution d'Eau Potable et d'Electricité de Rabat-Salé ;
- Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Décret n° 2-14-394 du 13 mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux CCAG-T ;
- Décret n° 2-01-2332 du 4 juin 2002 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'État CCAG-EMO ;
- Loi n°112-13 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
- Décret n°2-14-272 du 14 regeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics ;
- Décret n°2-16-344 du 17 chaoual 1437 (13 mai 2016) fixant les délais et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques applicables le 1/1/2017 ;
- Arrêté n°1874-13 du 09 moharram 1435 (13 novembre 2013) pris en application de l'article 160 du décret du 20 mars 2013 (modèle des pièces) ;

- Arrêté du Chef du gouvernement 3-205-14 du 11 chaabane 1435 (9 juin 2014 fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.
- Dahir n°1-56-211 du 8 jourmada 1376 (11 décembre 1956) relatif aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- Dahir n° 1-02-25 du 3 avril 2002 portant promulgation de la loi n° 61-99 relative à la responsabilité des ordonnateurs, des contrôleurs et des comptables publics ;
- Loi n° 62-99 formant code des juridictions financières promulguée par le dahir n° 1-02-124 du 1er rabii II 1423 (13 juin 2002).
- Dahir n° 1-03-195 du 11 novembre 2003 portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'État sur les travaux publics et autres organismes ;
- Dahir n° 1-07-129 du 19 kaada 1428 portant promulgation de la loi n° 53-05 relative à l'échange électronique de données juridiques.
- Décret n° 2-07-1235 du 5 kaada 1429 (4 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat.
- Arrêté du ministre de l'équipement, du transport et de la logistique n° 447-15 du 20 rabii II 1436 (10 février 2015) complétant et modifiant la liste des index simples et celle des index globaux annexée à l'arrêté du Chef du gouvernement n° 3-205-14 du 11 chaabane 1435 (9 juin 2014) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.
- Le circulaire n° 6007 du 23 janvier 1961 sur la participation des travaux étrangères aux Appels d' Offres de l'Etat et des services publics ;
- La circulaire du Premier Ministre n° 367 CAB du 17 moharrem 1401(5 décembre 1980) relative aux assurances des risques situés au Maroc ;
- Les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et la sécurité du personnel ;
- Le Code du travail institué par la Loi n°65-99 ;
- Le Devis Général des BUREAU D'ETUDES d'Assainissement (DGTA), Edition 1961 ;
- Le devis général d'architecture, Edition 1956.
- L'article 23, alinéa 2 de la Convention réservant à l'Autorité Délégante la faculté de se substituer au délégataire en cas de rachat, de déchéance, de résiliation ou à l'expiration de la durée de la gestion déléguée

6.2. Dans la mesure où les pièces du marché n'y dérogent pas, le prestataire est également soumis :

- Au Cahier des prescriptions Communes (C.P.C) du Ministère des travaux publics approuvé par Arrêté n°451-83 du 20 Safar 1403 (2 décembre 1982) et notamment le fascicule n° 4 relatif aux ouvrages d'assainissement et de soutènement.
- Aux règlements techniques de la Société REDAL.
- Aux règles et normes techniques marocaines (NM) Internationales et françaises (DTU, AFNOR, UTE, Règles BAEL 91, etc. dernières éditions) ou à toutes normes au moins équivalentes ;

6.3. Le prestataire doit respecter également les textes techniques généraux figurant aux "Cahier des Clauses Techniques Particulières" (C.C.T.P).

6.4 Le prestataire doit, y compris en donnant toutes les notifications et en payant tous les droits, respecter en tous points les dispositions suivantes :

- a) Toutes Lois Nationales ou Etatiques, Ordonnances ou autres Dispositions Légales, ou de toutes réglementations ou tous arrêtés émanant d'une autorité locale ou de toute autre autorité dûment constituée ayant trait à l'exécution des études et à la réparation des vices y afférents

- b) Les règlements de tous organismes publics et toutes sociétés dont les biens ou les droits sont ou peuvent être affectés d'une manière quelconque par les études,

Et le prestataire doit indemniser le Maître de l'Ouvrage de toutes pénalités et responsabilités de nature quelconque découlant de la violation de ces dispositions. Il est toutefois entendu que le Maître de l'Ouvrage essayera d'obtenir tous les documents relatifs à la planification, au zonage ou autres permis de nature similaire nécessaires à l'exécution des prestations.

Article 7- DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

1). Du seul fait de la signature du Marché, le prestataire reconnaît avoir reçu de la Société REDAL toutes les indications générales qui lui sont nécessaires pour l'exécution du marché. Il ne peut en aucun cas se prévaloir d'un manque d'informations relatives à celles de ces indications générales sur lesquelles il aurait pu obtenir, sur sa demande à la signature du Marché, les précisions qui lui sont nécessaires.

2). Documentation sur les conditions de réalisations des travaux

a) Le prestataire ne peut élever aucune réclamation ni demande aucune indemnité au cas où il estimerait que du fait des renseignements donnés dans les documents contractuels, il aurait subi une perte ou des dépenses imprévues par suite de mésestimations des risques ou de toutes sujétions.

b) Le prestataire est réputé avoir étudié toutes les conditions du Marché et avoir lui-même contrôlé en détail que les travaux peuvent être exécutés conformément à ces conditions.

Il est aussi réputé avoir une connaissance détaillée des lots pour lesquels il va soumissionner, et de tous les moyens ou possibilités dont il pourra disposer pour exécuter les travaux conformément aux règles de l'Art.

Enfin, le prestataire doit prendre ses dispositions pour se documenter de manière complète sur les ressources exactes en main d'œuvre, matériel et matériaux, les conditions climatiques, les règles de sécurité sur les chantiers et les stocks de matières dangereuses et, d'une façon générale, toutes les sujétions qui sont susceptibles d'influencer les conditions d'exécution et les prix de revient des ouvrages.

Le prestataire doit effectuer sa propre enquête sous son entière responsabilité et ne peut donc élever aucune réclamation pour manque d'informations ou mésestimation de certains facteurs.

3). Les pièces contractuelles et documents remis par la Société REDAL au prestataire au cours de l'exécution du Marché doivent être vérifiés par le prestataire. Celui-ci est tenu de signaler à la Société REDAL toutes les erreurs ou omissions qui ne sauraient échapper à un prestataire qualifié ou qui lui apparaîtraient en raison de sa propre expérience et de proposer en conséquence les modifications qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la bonne exécution du Marché.

4). Le prestataire assume, dans tous les cas, l'entière responsabilité de l'exécution du Marché, nonobstant l'examen par la Société REDAL des documents techniques qui lui sont soumis, le transfert à des tiers de l'exécution de certaines prestations, la surveillance et les contrôles exercés par la Société REDAL.

B. CESSION ET SOUS-TRAITANCE

Article 8 - CESSION DU MARCHE EN MARCHE OU ASSOCIATION SOUS- TRAITANTES ET SOUS -COMMANDES

a. Le prestataire ne peut céder la totalité, ni même une fraction du marché fût-ce, sous forme d'apport en société, ni contracter une association pour son exécution, sans l'autorisation écrite et préalable de la Société REDAL.

b. Le prestataire ne peut faire appel à un ou plusieurs sous-traitants pour l'exécution d'une partie quelconque du marché sans l'autorisation écrite préalable de la Société REDAL.

c. Dans tous les cas, le prestataire est tenu d'imposer aux sous-traitants éventuels des obligations telles que l'application des Clauses du Marché reste assurée. Le prestataire demeure d'ailleurs personnellement et exclusivement responsable tant envers la Société REDAL, qu'envers des tiers de la qualité de ses travaux

C. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Article 9 - LANGUE ET DROIT APPLICABLE

Dans les présentes conditions,

- a) La langue dans laquelle les documents contractuels doivent être rédigés, est la langue française ;
- b) Le droit applicable est celui en vigueur au Maroc.

Si ces documents sont rédigés en plusieurs langues, la langue selon laquelle le Marché doit être interprété, est également la langue française "langue faisant foi".

Article 10 - ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les obligations du prestataire pour l'exécution des prestations, objet d'un marché conclu avec la Société REDAL après Appel d'Offre, ou consultation, résulteraient de l'ensemble des documents figurant dans la liste ci-dessous et suivant l'ordre fixé par cette liste :

- 1) L'acte d'engagement et ses annexes ;
- 2) Le Cahier des Prescriptions Administratives et Financières (CCAF) ;
- 3) Le cahier des clauses techniques particulières prescriptions spéciales Techniques (CCTP) et ses annexes ;
- 4) Le bordereau des prix unitaires – détail estimatif.
- 5) L'offre technique s'il y a lieu, les plans de l'appel d'offres ;
- 6) Les textes réglementaires et les normes visés l'article 6-2 du présent CCAF ;
- 7) Les ordres de service ;
- 8) Les pièces n°5, 6, 7, 8, 9 et 10 de l'appel d'offres ;
- 9) L'offre technique du bureau d'études dans l'ordre de priorité suivant :
 - L'ensemble de la correspondance entre Redal et le Bureau d'Études depuis la mise à disposition du Dossier de Consultation des études jusqu'au terme de l'analyse des offres.
 - L'offre technique remise à l'appel d'offres.

Article 11 - NANTISSEMENT

En application des dispositions de l'article 13-5 du CCAG-T le prestataire ne peut, sans l'assentiment de REDAL, donner son marché en nantissement ou l'utiliser d'une façon ou d'une autre comme instrument de crédit.

Dans l'éventualité d'une mise en nantissement du marché, REDAL délivrera au prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « Exemplaire Unique » et destiné à former titre conformément aux dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015).

La personne chargée de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations, les renseignements et état prévus à l'article 7 du dahir du (19 février 2015) est le directeur général de Redal.

Les paiements prévus au Marché seront effectués par le Directeur Général de REDAL, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du Marché.

Article 12 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur. Les frais de timbres et d'enregistrement du marché seront supportés par le prestataire.

Article 13 - ELECTION DE DOMICILE

Le prestataire est tenu d'avoir un domicile doté de moyens de communication (téléphone, télex, fax). Les coordonnées devront être indiquées dans son acte d'engagement ou communiquées à la **REDAL**. au plus tard dans un délai de 15 jours à partir de la notification du marché.

Article 14 - GARDE ET FOURNITURE DES PLANS ET DOCUMENTS

Sauf dans le cas où cela s'avérerait strictement nécessaire pour l'exécution du Marché, les plans, les spécifications et tous autres documents fournis par le Maître de l'Ouvrage ne devront pas, sans l'accord de la REDAL, être utilisés ou communiqués à des tiers par le prestataire.

Article 15 - INTERRUPTION DES PRESTATIONS

Le prestataire doit avertir, par écrit, le Maître de l'Ouvrage, chaque fois que le planning ou l'exécution des prestations est susceptible d'être retardé ou interrompu pour non réception dans un délai raisonnable d'un plan ou d'une instruction supplémentaire du prestataire. L'avis doit préciser quel plan ou instruction est requis, pourquoi et quand il est requis, ainsi que le retard ou l'interruption susceptible d'intervenir si ce plan ou cette instruction tarde.

D. OBLIGATIONS GENERALES

Article 16 - OBLIGATIONS GENERALES DE LE PRESTATAIRE

Le prestataire doit avec un soin et une diligence appropriés, la réalisation complète des prestations conformément aux dispositions du Marché. Le prestataire doit diriger son marché, fournir la main d'œuvre, le matériel, l'équipement du prestataire et toutes autres choses, de nature provisoire ou définitive.

Article 17 – CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant du Marché toutes taxes comprises. Il devra être constitué dans les trente jours suivant la date de notification du Marché ; il sera restitué sur demande écrite, après prononciation de la réception définitive.

17.2- Retenue de garantie

La retenue de garantie est fixée à 7% (sept pour cent) du montant initial du Marché toutes taxes comprises. Elle sera constituée par l'application d'une retenue de 10 % (dix pour cent) sur chaque décompte présenté par le Bureau d'Études et ce jusqu'à ce que le montant de 7 % (sept pour cent) de la valeur initiale du Marché soit atteinte. Elle pourra être remplacée sur simple demande du Bureau d'Études, par une caution bancaire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur

Sans préjudice des dispositions du paragraphe qui précède, chaque fois que le Maître de l'ouvrage établit que le montant du Marché a augmenté du fait d'une variation des coûts et/ou de la législation, ou à la suite d'une modification équivalent à plus de 20% du montant du Marché, le Bureau d'Études, à la demande écrite du Maître d'Ouvrage et dans les meilleurs délais, relèvera dans les mêmes proportions les valeurs de la caution définitive et de la retenue de garantie.

ARTICLE 18 - PERIODE DE VALIDITE DE LA RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie doit être valide jusqu'à l'exécution complète des prestations par le prestataire et la réparation des vices conformément aux dispositions du Marché. Aucune réclamation ne sera faite au titre de ladite garantie après la délivrance du Certificat de Fin du Délai de Garantie et la garantie sera rendue au prestataire dans les 30 jours suivant la délivrance du Certificat de fin du délai de garantie.

Article 19 - COUTS DES CAUTIONS

Les coûts afférents à l'application des dispositions du présent Article 19 seront à la charge du prestataire.

Article 20 - INSPECTION DES LIEUX

Avant la remise de l'acte d'engagement par le prestataire, le Maître de l'Ouvrage doit mettre, tant que possible, à la disposition du prestataire toutes les données disponibles relatives aux conditions des prestations à réaliser, mais le prestataire est responsable de l'interprétation qu'il fait de ces données.

Le prestataire est présumé avoir inspecté et examiné les lieux et avoir pris connaissance des données disponibles s'y rapportant et s'être forgé une opinion suffisante (pour autant que ce soit possible en fonction du coût et du temps disponible), avant de remettre son acte d'engagement.

Le prestataire est présumé avoir basé son acte d'engagement sur les données mises à sa disposition par le Maître de l'Ouvrage ainsi que sur l'inspection et l'examen des lieux qu'il aura lui-même entrepris, comme mentionné ci-avant.

Article 21 - ACCES AUX DONNEES

Les données mises à disposition par le Maître de l'Ouvrage, conformément aux dispositions de l'Article 20, seront réputées comprendre les données signalées dans d'autres parties du Marché comme étant disponibles pour examen aux locaux du Maître de l'Ouvrage.

Article 22 - ADEQUATION DE LA SOUMISSION

Le prestataire est présumé s'être forgé une opinion suffisante quant au caractère exact et adéquat de l'acte d'engagement et des prix unitaires et forfaitaires énumérés dans le Devis estimatif, qui doivent, sauf disposition contraire du Marché, couvrir toutes ses obligations au titre du Marché (y compris l'approvisionnement en fourniture, la fourniture des biens, matériaux, matériel ou prestations ou imprévus) et toutes sujétions nécessaires à l'exécution complète des travaux et à la réparation de tous vices y afférents.

Article 23 - OBSTACLES OU CONDITIONS PHYSIQUES ADVERSES

Si, toutefois, au cours de l'exécution des prestations, le prestataire rencontre des obstacles ou conditions physiques autres que des conditions climatiques sur le site, qui à son avis étaient imprévisibles pour un prestataire expérimenté, il doit en notifier le Maître de l'Ouvrage.

Article 24 - EXECUTION CONFORME AU MARCHÉ

A moins que cela ne soit légalement ou physiquement impossible, le prestataire doit procéder à l'exécution complète du Marché et remédier aux vices en stricte conformité avec le Marché et à la satisfaction du Maître de l'Ouvrage. Le prestataire doit se conformer strictement aux instructions de la Société REDAL sur toutes les questions, mentionnées ou non dans le Marché, touchant ou concernant les prestations. Le prestataire ne doit accepter d'instructions que de la Société REDAL.

Article 25- LIAISON ENTRE LA SOCIETE REDAL ET LE PRESTATAIRE

Toutes les fois qu'il est requis, le prestataire doit se rendre sur convocation de REDAL dans ses bureaux et sur les chantiers.

Au cas où le prestataire ne pourrait assister aux réunions, il doit adresser à REDAL la liste des personnes avec leurs références et fonctions qui peuvent agir et prendre les décisions en son nom relativement aux travaux du Marché.

Article 26 - PROGRAMME D'EXECUTION

La Société REDAL définira les zones et les adresses où les prestations seront livrées, installées ou mises en service.

Article 27 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Le prestataire doit être disponible et à la disposition des services de la REDAL et ce conformément aux spécifications du CCTP.

Article 28- DIRECTION DES TRAVAUX PAR LE PRESTATAIRE

Le prestataire doit assurer toute la direction nécessaire pendant l'exécution des prestations et aussi longtemps par la suite que la REDAL le jugera nécessaire pour le bon accomplissement des obligations du prestataire au titre du Marché.

Le prestataire, ou un représentant compétent et habilité dont la nomination a été approuvée par la REDAL - approbation qui peut être retirée à tout moment - doit consacrer tout son temps à la surveillance des prestations. Ce représentant habilité reçoit, au nom du prestataire, les instructions de la REDAL.

Si l'approbation du représentant est retirée par la REDAL, le prestataire doit, aussitôt que cela est possible, compte tenu de la nécessité de remplacer ce représentant comme il est dit ci-après, après avoir reçu la notification écrite de ce retrait, écarter le représentant des travaux et ne pas l'employer à nouveau dans ces travaux à quelque titre que ce soit et le remplacer par un autre représentant approuvé par la REDAL.

Article 29 - PERSONNEL DE LE PRESTATAIRE

Le prestataire doit fournir sur le site, en vue de l'exécution des prestations objet du présent marché :

- a) Uniquement les assistants techniques compétents et expérimentés dans leurs spécialités respectives ainsi que les contremaîtres et chefs d'équipes capables d'assurer la bonne surveillance des prestations, et
- b) La main-d'œuvre qualifiée, semi qualifiée et non qualifiée nécessaire à l'accomplissement des obligations du prestataire dans le cadre du Marché de manière correcte et dans les délais impartis.

Article 30 - DROIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE DE PRESENTER DES OBJECTIONS

La Société REDAL a toute latitude de s'opposer à la présence sur le site et d'exiger que le prestataire retire immédiatement des sites toute personne employée par le prestataire, si elle estime, sur la base de justifications raisonnables, que cette personne fait preuve d'une mauvaise conduite, ou est incompétente ou négligente dans l'exercice de ses fonctions, ou si elle en juge la présence sur le site indésirable pour d'autres raisons. Cette personne ne doit pas être à nouveau employée dans les sites sans l'autorisation de la Société REDAL.

Toute personne ainsi exclue des sites doit être remplacée dans les plus brefs délais.

Article 31- EMPLOI DE PERSONNEL D'ORIGINE LOCALE

Le prestataire est encouragé, dans la mesure du possible, à employer des cadres et une main-d'œuvre originaire du Maroc.

Article 32 - SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Le prestataire doit, pendant la réalisation complète des prestations et pendant la réparation des vices :

- a) Tenir pleinement compte de la sécurité des personnes autorisées à être sur le site, et maintenir le site (dans la mesure où il en assume la responsabilité) et les prestations (tant que celles-ci ne sont pas terminées) en bon ordre de manière à éviter tous risques pour les personnes, et
- b) Fournir et entretenir à ses propres frais tous dispositifs d'éclairage, protection, clôture, signaux d'alarme et gardiennage aux moments et aux endroits nécessaires ou requis par la REDAL ou par toute autre autorité dûment constituée, pour la protection des travaux ou pour la sécurité et la commodité du public ou autres, et
- c) Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'environnement tant sur le site qu'en dehors et pour éviter tous dégâts ou dommages sur les personnes ou les biens publics ou autres qui résulteraient de la pollution, du bruit ou d'autres causes résultant de ses méthodes opérationnelles.

Article 33 - CANTONNEMENTS

Le prestataire soumissionnaire fera son affaire du logement du personnel, du Service médical sur site de gardiennage si cela est nécessaire pour les travaux d'installation ou mise en service, conformément à la réglementation marocaine.

Article 34 - OBLIGATIONS DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Si le Maître de l'Ouvrage doit employer d'autres prestataires sur le site, il sera exigé d'eux qu'ils aient la même attention en matière de sécurité et des mesures à prendre pour éviter les dangers.

ARTICLE 35 – ASSURANCES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les accidents du travail survenant au personnel du prestataire doivent être garantis conformément aux dispositions du Dahir n°1.60.223. du 12 Ramadan 1382 (6 février 1963) portant modification en la forme du Dahir du 25 Hijja 1345 (25 juin 1927) relatif à la réparation des accidents du travail.

La Société REDAL ne sera pas responsable des dommages ou indemnités légales, payables en cas d'accidents survenant aux ouvriers ou employés du prestataire ou des sous-traitants. Le prestataire garantira et indemniserà la Société REDAL contre toute demande de dommages et intérêts ou indemnités et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charge et dépense de toute nature relatives à ces accidents.

ARTICLE 36 – ASSURANCES RESPONSABILITES CIVILES

Domages aux tiers

Le prestataire doit bénéficier d'une assurance couvrant l'ensemble des dommages susceptibles d'être causés au personnel de la Société REDAL ou à des tiers (personnes, immeubles...) à l'occasion des chantiers qui lui sont confiés pendant le déroulement de ceux - ci et pendant toute la durée du délai de garantie.

Article 37- PRESENTATION DES POLICES

Le prestataire est tenu d'adresser à la Société REDAL avant tout commencement d'exécution des travaux, et chaque fois que la Société REDAL le demandera, en particulier lors de l'ordonnancement des sommes qui lui sont dues, la photocopie certifiée conforme des polices contractées par lui et / ou ses sous-traitants pour la couverture des risques énumérés ci-dessus.

Elles doivent toutes comporter une clause interdisant leur résiliation sans un avis préalable de la Compagnie d'Assurance à la Société REDAL ; la Compagnie d'Assurance devra être agréée, par la Société REDAL.

Le prestataire est tenu également de présenter à la Société REDAL, chaque fois qu'elle les demandera, les attestations émanant de la compagnie d'Assurance certifiant que les primes ont bien été réglées.

Article 38- RECOURS EN CAS DE CARENCE

Dans le cas où le prestataire manquerait à son obligation de contracter ou de maintenir en état de validité toute assurance mentionnée précédemment ou tout autre exigée par le Marché, la Société REDAL serait en droit de contracter elle-même cette assurance ou de la maintenir elle-même en état de validité, de payer les primes correspondantes et de déduire les montants ainsi payés par elle de toute somme due ou à devoir à le prestataire ou d'en récupérer le montant s'il s'agissait d'une dette du prestataire.

Article 39- ADEQUATION DES ASSURANCES

Le prestataire doit notifier les assureurs des modifications apportées à la nature, l'ampleur ou le programme d'exécution des travaux et s'assurer que les assurances demeurent toujours adéquates conformément aux termes du Marché et il doit, sur demande, présenter au Maître de l'Ouvrage les polices d'assurance en vigueur ainsi que la quittance des primes échues.

Article 40 - BREVETS

Le prestataire doit indemniser le Maître de l'Ouvrage de toutes réclamations et instances découlant de la violation de tous brevets, modèles ou marques déposés ou de tous autres droits protégés relatifs à tout équipement du prestataire, fourniture, matériaux ou matériel utilisés pour ou en relation avec les travaux ou incorporés dans ceux-ci ainsi que tous dommages-intérêts, coûts, charges et frais de toute nature y afférents.

Article 41 - REDEVANCES

Sauf disposition contraire, le prestataire doit payer toute redevance, tout loyer et tout autre paiement ou dédommagement, s'il y a lieu, lorsqu'il utilise les décharges publiques ou autres endroits pour l'accomplissement de la prestation de fourniture.

Article 42 - ENTRAVES A LA CIRCULATION ET GENE AUX PROPRIETES RIVERAINES.

Toutes les opérations nécessaires à l'exécution des prestations afférentes et à la réparation des vices y afférents doivent, dans la mesure où le respect des exigences du Marché le permet, être accomplies de manière à ne pas porter atteinte inutilement et outre mesure :

- a) Au confort du public,
- b) Aux moyens d'accès, à l'utilisation et l'occupation des voies et chemins publics ou privés desservant les propriétés en la possession du Maître de l'Ouvrage ou de toute autre personne.

Le prestataire doit indemniser le Maître de l'Ouvrage contre toutes réclamations, toutes instances, tous dommages-intérêts, coûts, charges et dépenses de toute nature résultant de ou en rapport avec ces faits.

Article 43 - EVITER D'ENDOMMAGER LES ROUTES

Le prestataire doit utiliser tous les moyens raisonnables pour éviter que les routes ou les ponts communiquant avec ou se trouvant sur les itinéraires menant au site ne soient endommagés ou détériorés par toute circulation du prestataire ou de l'un quelconque de ses sous-traitants ; en particulier, il doit choisir des itinéraires, choisir et utiliser des véhicules et limiter et répartir les chargements de manière à ce que toute circulation exceptionnelle qui résultera inévitablement du déplacement des matériaux, matériel et équipement de le prestataire ou ouvrages provisoires vers ou en provenance du site soit limitée, dans la mesure du possible, et que ces routes et ponts ne subissent pas de dommages ou détériorations inutiles.

le prestataire est responsable et doit faire exécuter à ses frais tout renforcement des ponts ou modification ou amélioration des routes communiquant avec ou se trouvant sur les itinéraires menant au site qui faciliterait le transport de l'équipement du prestataire ou des ouvrages provisoires et le prestataire doivent indemniser le Maître de l'Ouvrage de toutes réclamations relatives à des dégâts occasionnés à ces routes ou ponts par ledit transport, y compris les réclamations à l'encontre directe du Maître de l'Ouvrage, et il doit négocier et effectuer le paiement de toutes les réclamations résultant uniquement de ces dégâts.

Article 44 - FACILITES ACCORDEES AUX AUTRES PRESTATAIRES

Le prestataire doit, conformément aux exigences du Maître de l'Ouvrage, accorder toutes les facilités raisonnables pour l'exécution de leurs travaux aux :

- a) Autres prestataires employés par le Maître de l'Ouvrage et à leurs ouvriers,
- b) Ouvriers du Maître de l'Ouvrage, et

c) Ouvriers de toute autre autorité dûment constituée qui peuvent être employés pour l'exécution, sur le site ou à proximité, de tout travail non compris dans le Marché ou de tout contrat pouvant être conclu par le Maître de l'Ouvrage accessoirement aux travaux ou en liaison avec eux

Article 45 - OBLIGATION POUR LE PRESTATAIRE DE NE PAS ENCOMBRER LE SITE.

Pendant la réalisation des prestations, le prestataire doit dans la mesure du possible ne pas encombrer inutilement le site et doit entreposer ou se débarrasser de tout l'équipement du prestataire et de tout matériel excédentaire et déblayer et enlever du site tous débris ou détritus qui ne sont plus nécessaires.

E. MAIN-D'OEUVRE

Article 46 - EMBAUCHE DE LA MAIN D'OEUVRE

Le prestataire doit, sauf disposition contraire du Marché, faire son affaire de recrutement de tout le personnel et de toute la main-d'œuvre, d'origine locale ou non, ainsi que de leur rémunération, hébergement, ravitaillement et transport et ce conformément aux articles 22 et 23 du C.C.A.G.T

Article 47 - ETATS RELATIFS A LA MAIN-D'OEUVRE ET A L'EQUIPEMENT DU PRESTATAIRE.

Si le Maître de l'Ouvrage lui en fait la demande, le prestataire doit remettre à celui-ci un état détaillé, dans la forme et selon la périodicité fixée par le Maître de l'Ouvrage, indiquant le personnel et les effectifs des diverses catégories de main-d'œuvre employée par le prestataire sur le site ainsi que toute information concernant l'équipement du prestataire que le Maître de l'Ouvrage est susceptible de lui demander.

F. MATERIEL ET EXECUTION DU TRAVAIL

Article 48 - QUALITE DU MATERIEL ET EXECUTION DU TRAVAIL.

Tout le matériel et l'exécution du travail doivent être Conformes aux prescriptions du Marché et aux instructions du Maître de l'Ouvrage.

Article 49 - STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES DANGEREUSES

Le prestataire doit organiser le stockage des matières dangereuses dans des magasins isolés et parfaitement gardés et est seul responsable de tout accident pouvant provenir de l'emploi de matière dangereuse.

Le stockage de carburants et autres matières dangereuses doit être conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 50 - ALIMENTATION EN ELECTRICITE ET EN EAU

Le prestataire prend en charge l'alimentation en eau et en électricité de son cantonnement, si il y'a lieu et supportera les frais de raccordement nécessaires.

Article 51 - ENLEVEMENTS DU MATERIEL DEFECTUEUX.

Le Maître de l'Ouvrage a le pouvoir d'ordonner à tout moment :

- a) L'enlèvement du site, dans le ou les délais fixés dans les instructions, de tout matériel qui, de l'avis du Maître de l'Ouvrage, n'est pas conforme au Marché,
- b) son remplacement par du matériel convenable et approprié.

Article 52 - INOBSERVATION D'UNE INSTRUCTION PAR LE PRESTATAIRE

Dans le cas où le prestataire n'exécuterait pas une telle instruction dans le délai prescrit, ou s'il n'en est pas prescrit, dans un délai raisonnable, le Maître de l'Ouvrage est autorisé à employer et payer d'autres personnes pour l'exécuter et tous les coûts qui en résultent ou qui y sont afférents seront, recouvrables auprès du prestataire par le Maître de l'Ouvrage, et pourront être déduits de toutes sommes dues ou à devoir à le prestataire.

G. DEMARRAGE DES PRESTATIONS ET RETARDS

Article 53 - DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Le prestataire doit démarrer les prestations dans les plus brefs délais raisonnablement possibles après en avoir reçu une notification du Maître de l'Ouvrage à cet effet, qui lui sera remise conformément aux termes du marché. A la suite de quoi, le prestataire doit procéder à l'exécution des travaux avec toute diligence et sans retard.

Article 54 - LIMITATION DES HEURES DE TRAVAIL

Le prestataire n'aura la faculté de travailler en continu jour et nuit et pendant les vacances ou les jours de repos locaux que sur autorisation du Maître de l'Ouvrage.

Article 55 - PENALITE DE RETARD

Le prestataire prendra toutes les dispositions pour mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de sa fourniture. En cas de non-respect des termes de son contrat, des pénalités seront appliqués particulièrement ou généralement ; à raison de 1/1000 du montant total du marché par jour de retard la pénalité de retard sera plafonné à **10%** augmenté le cas échéant des avenants correspondants.

ARTICLE 56- CAS DE FORCE MAJEURE

Par cas de force, il y a lieu d'entendre les cataclysmes naturels, les guerres, le blocus, l'interdiction d'importations ou exportations ou autres circonstances à caractère extraordinaire que les parties ne pouvaient pas prévoir ou prévenir au cours de l'exécution du marché. La grève du personnel du titulaire et de sous-traitants ne saurait être invoquée comme cas de force majeure.

L'intensité des tremblements de terre à prendre en compte sera celle supérieure à l'intensité IV de l'échelle internationale (Richter) reconnue par les services officiels de surveillance.

La partie qui invoquera les circonstances considérées comme cas de force majeure devra informer immédiatement par lettre recommandée au plus tard 07 jours après leur apparition, l'autre partie, en précisant la date où commencent les circonstances et la date où elles finissent.

A l'apparition de telles circonstances, la société REDAL et le titulaire du marché conviendraient de toutes les mesures adéquates à prendre.

Les délais d'exécution du Marché seront prolongés d'une durée égale à celle pendant laquelle se seront manifestées les circonstances de force majeure.

H. MODIFICATIONS, ADDITIONS ET SUPPRESSIONS

Article 57 - MODIFICATIONS DANS LA FOURNITURE

Le montant final des prestations à l'achèvement de la prestation peut être supérieur ou inférieur de 50% du montant initial du marché.

I. PROCEDURE RELATIVE AUX RECLAMATIONS

ARTICLE 58 - NOTIFICATION DES RECLAMATIONS

Nonobstant toute autre disposition du Marché, si le prestataire a l'intention de réclamer un paiement supplémentaire en vertu de tout Article des présentes clauses ou autrement, il doit notifier son intention au Maître de l'Ouvrage, dans un délai de 15 jours après la survenance de l'événement donnant lieu à la réclamation.

ARTICLE 59 - DOCUMENTS CONTEMPORAINS

A partir du moment où l'événement mentionné à l'Article 58 survient, le prestataire doit conserver les documents contemporains qui pourront s'avérer raisonnablement nécessaires pour étayer toute réclamation qu'il pourra souhaiter faire par la suite. Sans admettre nécessairement la responsabilité du Maître de l'Ouvrage, ce dernier, sur réception d'une notification au titre de l'Article 58, examinera lesdits documents contemporains et peut donner ordre au prestataire d'établir tous autres documents contemporains valables et pertinents en ce qui concerne la réclamation qui a été notifiée. Le prestataire doit permettre au Maître de l'Ouvrage de contrôler tous les documents conservés au titre du présent Article et doit lui en fournir tous les exemplaires qu'il pourra lui demander.

ARTICLE 60 - JUSTIFICATIONS DES RECLAMATIONS

Dans un délai de 30 jours, ou tout autre délai raisonnable qui peut être déterminé par la REDAL, suivant la notification donnée au titre de l'Article 58, le prestataire doit faire parvenir au Maître de l'Ouvrage un état détaillé du montant réclamé ainsi que les motifs sur lesquels la réclamation est basée. Au cas où l'événement donnant lieu à cette réclamation a des conséquences qui persistent, l'état doit être considéré comme un état provisoire et le prestataire doit, aussi souvent qu'il semble raisonnable au Maître de l'Ouvrage de le lui demander, lui faire parvenir d'autres états provisoires indiquant les montants cumulés de la réclamation ainsi que tous les autres motifs sur lesquels elle est basée. Au cas où des états provisoires seraient envoyés au Maître de l'Ouvrage, le prestataire doit envoyer un état définitif dans un délai de 30 jours suivant la cessation des conséquences résultant de l'événement. Le prestataire doit fournir au Maître de l'Ouvrage des copies de tous les états établis au titre du présent Article.

ARTICLE 61 - MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS

Si le prestataire ne respecte pas l'une ou l'autre des dispositions du présent Article eu égard à toute réclamation qu'il se propose de faire, son droit au paiement au titre de ladite réclamation ne doit pas dépasser le montant que le Maître de l'Ouvrage ou tout arbitre ou arbitres nommés selon les termes de l'Article 78 pour évaluer la réclamation considèrent comme étant prouvé par les documents contemporains.

ARTICLE 62 - PAIEMENT DES RECLAMATIONS

Le prestataire peut inclure dans tout acompte certifié par le Maître de l'Ouvrage selon les termes de l'Article 66 tout montant relatif à une réclamation, après consultation en bonne et due forme avec le Maître de l'Ouvrage, sous réserve de la fourniture de détails suffisants pour permettre au Maître de l'Ouvrage de fixer le montant dû. Si ces détails sont insuffisants pour justifier l'ensemble de la réclamation, le prestataire a droit au paiement de la partie de la réclamation qui, de l'avis du Maître de l'Ouvrage, est justifiée par les détails.

Le Maître de l'Ouvrage doit donner au prestataire notification de toute décision prise en vertu du présent Article.

J. ARRETE DES TRAVAUX

ARTICLE 63 - QUANTITES

Les quantités indiquées dans le Détail Estimatif sont des quantités fixes et elles doivent être considérées comme les quantités réelles et exactes des travaux qui doivent être exécutés par le prestataire pour l'accomplissement de ses obligations au titre du Marché, sauf dispositions de l'article Modification

Article 64 - ATTACHEMENTS

Le Maître de l'Ouvrage doit, sauf disposition contraire, vérifier et fixer après évaluation la valeur des travaux conformément au Marché et le prestataire sera rémunéré à cette valeur conformément aux termes de l'Article 63.

K. PAIEMENTS

Article 65 - DECOMPTES MENSUELS

Le prestataire fournira à la fin de chaque mois au Maître de l'Ouvrage un décompte en Six (6) exemplaires, présenté sous forme d'un tableau indiquant les montants auxquels le prestataire considère avoir droit. Ce décompte comprendra :

- a) La valeur effective des prestations exécutées pendant le mois en question, calculée aux prix unitaires et forfaitaires de base ;
- b) Toute autre somme à laquelle le prestataire peut avoir droit au titre du Marché et approuvé par le Maître de l'Ouvrage.

Article 66 - ACOMPTES MENSUELS

Le dit décompte sera approuvé ou modifié par le Maître de l'Ouvrage de façon à ce qu'il reflète, de l'avis de celui-ci, les montants qui sont dus au prestataire conformément aux termes du Marché, une fois déduction faite, de toutes sommes pouvant être à devoir et payables par le prestataire au Maître de l'Ouvrage.

Article 67 - LIEU DE PAIEMENT

Les paiements fournis par le Maître de l'Ouvrage à le prestataire seront effectués dans le bureau central de REDAL, 6 Zankat Al Houceima, Rabat

Tous les paiements seront effectués à 90 jours.

Article 68 - DELAI DE REGLEMENT

Le montant dû à le prestataire au titre de tout Acompte Provisoire sera versé par le Maître de l'Ouvrage à ce dernier au terme d'un délai de 90 jours suivant la date de signature par REDAL de l'attachement relatif aux travaux du mois concerné.

Les factures correspondantes doivent être déposées au plus tard **15 jours** après la date de signature de l'attachement correspondant. Le cas échéant, le délai de paiement ne commence à courir qu'à partir de la date de dépôt de la facture au bureau d'ordre de la REDAL.

Article 69 : INTERETS MORATOIRES

La Société REDAL effectuera le virement relatif au règlement au terme du délai spécifié selon les dispositions de l'article 67. Au-delà d'un délai maximum de **(Quatre Vingt Dix Jours)** le prestataire peut demander le paiement des intérêts moratoires calculés sur la base de l'intérêt Officiel publié par la Banque du Maroc plus un point et dont la date d'effet commence à courir à compter du 91^{ème} jour. Le délai de recevabilité des réclamations écrites pour le payement des intérêts moratoires est fixé à 30 jours après la date effective de règlement.

L. RECOURS

Article 70 - REFUS DU MATERIEL OU DE LA QUALITE DE LA PRESTATION - RESILIATION DU MARCHÉ

a) La Société REDAL se réserve le droit de refuser le matériel ou la qualité de la prestation de fourniture si le prestataire ne peut, dans le délai qui lui est consenti par la Société REDAL, réaliser la prestation ou mettre le matériel en état de remplir les conditions techniques fixées par le C.P.T.

b) la Société REDAL peut prononcer la résiliation de tout ou partie du marché, en cas de manquement grave du prestataire à ses obligations contractuelles ou dans le cas où le prestataire ne remédie pas aux situations citées.

a). Cette résiliation intervient après la mise en demeure par lettre recommandée, visant et rappelant le présent article dans un délai de quinze jours après envoi de cette lettre.

b) Le marché est résilié de plein droit, si la Société REDAL manifeste son intention de se prévaloir de cette résiliation aux termes d'une déclaration expresse par elle formulée dans le délai de Deux Mois (02) à partir de la publication légale du jugement judiciaire.

c) En cas de résiliation du Marché par application du présent Article, la Société REDAL se réserve expressément le droit de réclamer une indemnité en rapport avec le préjudice qu'elle aura subi.

Article 71 - DEFAILLANCE DU PRESTATAIRE ET MESURES COERCITIVES

1- Si l'Entrepreneur est considéré comme étant légalement dans l'impossibilité de payer ses dettes lorsqu'elles arrivent à échéance ou si volontairement ou involontairement il est mis en faillite, liquidation ou dissolution (autre qu'une liquidation volontaire à des fins de fusion ou de restructuration), ou s'il devient insolvable, ou conclut un compromis ou accepte une cession en faveur de ses créanciers, ou accepte d'exécuter le marché sous la surveillance d'un comité de ses créanciers, ou si un syndic, administrateur, ou liquidateur de faillite est désigné pour gérer toute part substantielle de ses actifs, ou si, au titre de toute loi ou règlement concernant une réorganisation, un compromis ou un réajustement des dettes, des poursuites judiciaires sont entamées contre l'Entrepreneur ou des décisions prises en relation avec une dissolution ou liquidation, ou si des mesures sont prises pour mettre en jeu toute sûreté sur une part substantielle des actifs de l'Entrepreneur, ou s'il survient une action ou un événement concernant l'Entrepreneur ou ses actifs qui, au titre de toute loi en vigueur a un effet de nature similaire aux actions ou événements susmentionnés le Maître de l'Ouvrage peut alors, moyennant un préavis de 15 jours adressé à l'Entrepreneur, prendre possession du chantier et des travaux et résilier le contrat de l'Entrepreneur sans pour autant le décharger d'aucune de ses obligations ou responsabilités au titre du Marché, ou affecter les droits et pouvoirs conférés au Maître de l'Ouvrage par le Marché, et il peut lui-même exécuter les travaux ou employer tout autre entrepreneur pour les exécuter. Le Maître de l'Ouvrage ou ce dernier Entrepreneur peuvent utiliser à cette fin toute partie du matériel de l'Entrepreneur, des ouvrages provisoires et des matériaux qu'ils jugent appropriés.

2- Le niveau de qualité des travaux en cours de réalisation, le respect des délais demandés constituent les conditions essentielles pour la poursuite d'un marché attribué à une quelconque entreprise.

Si au cours des travaux, REDAL est amené à constater, des problèmes de qualité, sécurité, ou incapacité à maintenir un rythme adéquat dans la réalisation des travaux ordonnés à l'entreprise, CCAF PRESTATIONS

elle se réserve le droit d'attribuer une partie ou la totalité des prestations initialement attribuées à une autre entreprise titulaire d'un autre lot pour la même prestation s'il y a lieu d'un appel d'offres alloti à l'origine du marché pour les mêmes prestations. Des mesures coercitives seront appliquées à l'encontre de l'entreprise défaillante conformément à l'article 79 du CCAG-T.

3 : Mesures coercitives

Des mesures coercitives seront appliquées à l'encontre de l'entreprise défaillante conformément à l'article 79 du CCAG-T :

1-Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par la REDAL, ou n'exécute pas les prestations conformément aux prescriptions du présent marché (manquement à ses obligations), celle-ci le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui lui est notifiée par un ordre de service. Ce délai est de quinze (15) jours à dater de la notification de la mise en demeure. Passé ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites la REDAL peut :

- Soit ordonner l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur, cette régie peut être partielle ;
- soit résilier le marché aux torts de l'entrepreneur et passer un nouveau marché avec un autre entrepreneur ou un groupement d'entrepreneurs pour l'achèvement des travaux selon la procédure d'appel d'offres ;
- soit prononcer la résiliation pure et simple du marché assortie ou non de la confiscation du cautionnement définitif et de la retenue de garantie le cas échéant.

2- Dans tous les cas, il est procédé immédiatement, en présence de l'entrepreneur ou lui dûment convoqué, à la constatation des ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

3-En cas de régie il est en outre procédé à l'établissement de l'inventaire descriptif du matériel de l'entrepreneur et à la remise entre les mains de celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utilisée par la REDAL pour l'achèvement des travaux.

Pendant la durée de la régie, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres de la REDAL. Il peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

4-Les excédents de dépenses qui résultent de la régie ou du nouveau marché sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur ou, à défaut, sur son cautionnement, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si la régie ou le nouveau marché entraîne, au contraire, une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice qui reste acquis à REDAL ;

5-Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent, il est mis en demeure d'y satisfaire sous peine de se voir appliqué les mêmes mesures précitées.

Si cette mise en demeure reste sans effet, la REDAL invite les autres membres du groupement à désigner un autre mandataire dans le délai d'un mois, le nouveau mandataire, une fois désigné, se substitue à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de cette désignation, l'autorité compétente choisit une personne physique ou morale pour coordonner l'action des divers membres du groupement aux frais et risques dudit groupement.

6-Lorsque des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge de l'entrepreneur la REDAL peut entamer une poursuite judiciaire au exclure temporairement ou définitivement l'entrepreneur de la participation aux marchés lancés par REDAL, par décision justifiée. Il est fait en application des dispositions prévues à l'annexe 13 du contrat de gestion déléguée.

Article 72 - EVALUATION A LA DATE DE LA RESILIATION

le Maître de l'Ouvrage doit, aussitôt que possible après cette prise de possession et résiliation du Marché, établira et fixera unilatéralement, ou après avoir consulté le prestataire ou après toutes les enquêtes ou recherches qu'il aura jugées utiles de faire ou d'ordonner, et certifier le montant (éventuel) auquel, au moment de cette prise de possession et résiliation, le prestataire avait raisonnablement droit ou qui devait raisonnablement lui revenir au titre des travaux qu'il avait alors réellement exécutés en vertu du Marché.

Article 73 - TRANSFERT DES AVANTAGES DE TOUT ACCORD

Sauf disposition contraire, le prestataire doit, si le Maître de l'Ouvrage lui en fait la demande dans un délai de 15 jours suivant la prise de possession et expulsion, transférer au Maître de l'Ouvrage tout accord afférent à la fourniture des biens ou matériaux ou prestations et/ ou à l'exécution de tout travail réalisé aux fins du Marché, que le prestataire peut avoir passé.

Article 74 - REPARATIONS URGENTES

Si, en raison d'un accident, ou d'une défaillance, ou de tout autre événement survenant dans les travaux, ou en relation avec ceux-ci ou toute partie de ceux-ci, soit pendant l'exécution soit pendant le délai de garantie, tout travail de réparation ou autre doit, de l'avis du Maître de l'Ouvrage, être exécuté de toute urgence pour la sécurité des travaux et si le prestataire ne peut ou ne veut pas procéder immédiatement à ce travail, le Maître de l'Ouvrage est en droit d'employer et de payer d'autres personnes pour exécuter le travail qu'il juge nécessaire. Si le travail ou la réparation constitue un travail que, de l'avis du Maître de l'Ouvrage, le prestataire était tenu de réaliser à ses propres frais au titre du Marché, tous les coûts qui en résultent ou qui y sont afférents doivent alors être déterminés et sont recouvrables par le Maître de l'Ouvrage auprès du prestataire, et peuvent être déduits par le Maître de l'Ouvrage de toutes sommes dues ou à devoir au prestataire. Le Maître de l'Ouvrage en donnera notification au prestataire en conséquence.

M. RISQUES SPECIAUX

Article 75 - ENLEVEMENT DE L'EQUIPEMENT DU PRESTATAIRE A LA FIN DU MARCHE.

Si le Marché prend fin en application des dispositions de l'Article 71, le prestataire doit, avec toute diligence, enlever du site tout son équipement et donner à ses sous-traitants des facilités similaires pour faire de même.

Article 76- PAIEMENT EN CAS DE RESILIATION DU MARCHE

Si le Marché est résilié comme il a été dit précédemment, le prestataire sera payé par le Maître de l'Ouvrage, dans la mesure où les montants ou les postes concernés n'auront pas déjà été couverts par des acomptes versés au prestataire, pour tout le travail exécuté avant la date de résiliation aux prix stipulés dans le Marché, plus Les montants payables au titre de tout poste préliminaire mentionné dans le Devis estimatif, pour autant que le travail ou la prestation couvert par ces postes ait été exécuté ou accompli, et la proportion adéquate des dits postes qui ont été partiellement exécutés ou accomplis.

Il est entendu que, en contrepartie de tout paiement dû par le Maître de l'Ouvrage au titre du présent Article, celui-ci est en droit d'être crédité de tout solde dû par le prestataire au Maître de l'Ouvrage de toutes sommes qui, à la date de la résiliation, étaient recouvrables, par le Maître de l'Ouvrage auprès du prestataire selon les dispositions du Marché. Après consultation en bonne et due forme avec le prestataire, le Maître de l'Ouvrage fixera toutes les sommes payables au titre du présent Article et il doit en notifier en conséquence le prestataire.

N. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 77 - REGLEMENT A L'AMIABLE

Lorsqu'il a été donné notification d'intention de soumettre le différend à l'arbitrage, l'Arbitrage dudit litige ne débutera pas tant que les parties n'auront pas tenté de régler leur différend à l'amiable. Il est entendu que, sauf accord contraire entre les parties, l'arbitrage peut commencer à partir de 60 jours après la notification d'intention de soumettre le différend à l'arbitrage, après avoir été assuré qu'une tentative de règlement à l'amiable ait eu lieu ou non.

Article 78 - ARBITRAGE

Tout différend pour lequel :

Un règlement à l'amiable n'a pas été atteint pendant le délai prévu à l'Article 77, sera définitivement réglé, sauf stipulation contraire du Marché, selon le règlement de conciliation et d'arbitrage en vigueur par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement. Le ou les dits arbitres auront pleins pouvoirs pour remettre en cause, revoir et réviser toute décision, tous avis, instruction, détermination, certificat ou évaluation quant à ce différend.

Aucune des deux parties ne sera limitée dans cette instance devant le ou les arbitres aux seuls preuves ou arguments fournis afin d'obtenir sa décision.

L'arbitrage peut commencer avant ou après l'achèvement des travaux, étant entendu que les obligations du Maître de l'Ouvrage et du prestataire ne seront pas modifiées en raison du fait que l'arbitrage a lieu pendant l'exécution des travaux.

Article 79 – REGLEMENT DES CONTESTATIONS

A défaut d'entente à l'amiable, le Maître de l'Ouvrage ou le prestataire peut demander que le règlement du litige soit soumis aux procédures judiciaires ou d'arbitrage conformément au droit marocain. Seuls les tribunaux de RABAT sont habilités.

O. NOTIFICATIONS

Article 80 - NOTIFICATION AU PRESTATAIRE

Tous les certificats, toutes les notifications, tous les ordres ou instructions devant être adressés au prestataire par le Maître de l'Ouvrage selon les termes du Marché, seront envoyés par la poste, par câble, télex ou télécopie ou être déposés au Siège Principal du prestataire ou à toute autre adresse que le prestataire désigne à cet effet.

Article 81 - NOTIFICATION AU MAITRE DE L'OUVRAGE.

Toute notification devant être adressée au Maître de l'Ouvrage selon les termes du Marché doit être envoyée par la poste, par câble, télex ou télécopie ou être déposée au bureau central du Maître de l'Ouvrage contre accusé de réception.

Article 82 - CHANGEMENT D'ADRESSE

Chaque partie peut substituer une adresse désignée, par une autre adresse dans la zone où les travaux sont exécutés en notifiant préalablement l'autre partie.

P. VARIATION DES COUTS

Article 83 – REVISION DES PRIX

La révision des prix du marché ainsi que les conditions d'application sont fixées dans le RAO.

En cas de révision des prix, les montants dus aux prestations et évalués aux prix unitaires et forfaitaires de base seront révisés en fonction de l'augmentation ou de la diminution des prix de la main d'œuvre, de l'équipement du prestataire, du matériel, des matériaux et autres intrants utilisés pour les prestations en additionnant ou en soustrayant les montants déterminés au moyen des formules spécifiées dans l'Article 84.

ARTICLE 84 - FORMULES DE REVISION DES PRIX

En cas de révision de prix, le montant à ajouter aux acomptes provisoires ou à déduire des dits acomptes en fonction de la variation des coûts et de la législation sera déterminé au moyen de formules correspondant à chacun des types des prestations à réaliser et de matériel à fournir. Les dites formules se présenteront généralement de la façon suivante :

$$P_n = a + b \frac{L_n}{L_o} + c \frac{M_n}{M_o} + d \frac{E_n}{E_o} + \text{etc.}$$

$$a + b + c + d + \dots \text{etc} = 1$$

Où :

"P_n" est le facteur de révision qui doit être appliqué à la valeur estimative des prestations réalisées durant le mois "n",

"a" est un coefficient fixe, et représentant la partie non ajustable des paiements effectués au titre du Marché ;

"b", "c", "d", etc., sont des coefficients représentant la part estimative de chaque élément de coût (main-d'œuvre, matériaux, etc.) correspondant aux prestations ou à des sections desdites prestations.

"L_n", "M_n", "E_n"... etc, sont les indices des prix courants ou les prix de référence du mois "n", déterminés en vertu des dispositions de l'Article 96 et applicables à chaque élément de coût ; et

"L_o", "M_o", "E_o"... etc, sont les indices des prix de base ou les prix de référence correspondant aux éléments de coût susmentionnés, à la date spécifiée au présent CCAF.

La révision des prix n'est prise en considération que si le prestataire en a clairement indiqué la formule ainsi que les facteurs de révision dans sa soumission.

ARTICLE 85 - ORIGINE DES INDICES

L'origine des indices sera celle publiée par le ministère des travaux Publics.

Q. DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

Article 86 - IMPOSITION LOCALE

Les prix figurant dans l'acte d'engagement du prestataire comprendront l'ensemble des droits de douane, droits d'importation, impôts sur les sociétés, impôts sur le Revenu et autres taxes qui peuvent être prélevés, en vertu des lois et règlements en vigueur à la date qui se situe 30 jours avant la date limite de remise des offres, sur l'équipement du Maître de l'Ouvrage, le matériel, les matériaux et les travaux (permanents, temporaires et fongibles) acquis aux fins d'exécution du Marché et sur les services assurés dans le cadre du Marché. Aucune des dispositions du présent Marché ne dégagera le prestataire de la responsabilité qu'il a d'acquitter tout impôt pouvant être perçu sur les bénéfices réalisés par lui au titre du Marché.

Article 87 - IMPOTS SUR LES REVENUS DU PERSONNEL

Les cadres, le personnel et la main d'œuvre du prestataire seront tenus de payer des impôts sur le revenu des personnes physiques au titre des traitements et salaires imposables en vertu des lois et règlements en vigueur, et le prestataire effectuera les formalités relatives aux déductions fiscales qui peuvent lui incomber au titre desdites lois et règlements.

Article 88 - RESILIATION DU MARCHE AU GRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE.

En cas de résiliation de tout ou partie du marché après mise en demeure de 15 jours en vertu de l'article 70, par lettre recommandée avec accusé de réception, le Maître de l'Ouvrage adresse au prestataire un préavis de 30 jours afin de prendre ses dispositions pour :

- a) procéder à l'enlèvement de son équipement et donner à ses sous-traitants des facilités similaires pour faire de même conformément à l'article 75.
- b) Et sera payé le Maître de l'Ouvrage pour tout le travail exécuté avant la date de résiliation aux prix stipulés dans le marché conformément aux articles 83 à 85.

Article 89 - RESPONSABILITE SOLIDAIRE


Si le prestataire est un groupement de deux personnes ou plus, toutes ces personnes seront responsables solidairement envers le Maître de l'Ouvrage de l'accomplissement des termes du Marché, et elles nommeront l'une d'entre elles en qualité de chef de file ayant autorité pour engager le groupement. La composition ou la constitution de groupement ne devra pas être modifiée sans l'accord préalable du Maître de l'Ouvrage.

Article 90 - ELEMENTS CONFIDENTIELS

Le prestataire s'engage à traiter les éléments du marché comme étant secrets et confidentiels, sauf dans la mesure où il est nécessaire de les divulguer aux fins du Marché, et il ne doit ni les publier, ni les divulguer dans aucun document commercial ou technique ou autre sans avoir obtenu l'accord écrit préalable du Maître de l'Ouvrage. S'il survient un différend quant à la nécessité de procéder à une publication ou divulgation aux fins du marché, la question sera portée à l'attention du Maître de l'Ouvrage, dont la décision sera définitive.

Article 91 - VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché est valable, définitif et exécutoire après son approbation et sa signature par les deux parties contractantes, il est valable et définitif à partir de la date de sa signature par REDAL qui constitue la notification officielle du marché.

Le Directeur des Achats

Adil HAMDAN